


# Un Guide au Travail Budgétaire pour les Organisations de la Société Civile Impliquées dans L'Education

GLOBAL CAMPAIGN FOR  
**EDUCATION**  
www.campaignforeducation.org

 Save the Children

 Oxfam

**act:onaid**

*idasa*



**Pamoja  
Afrique  
de l'Ouest**

**dvv** international  
Institut für Internationale Zusammenarbeit  
des Deutschen Volkshochschul-Verbandes

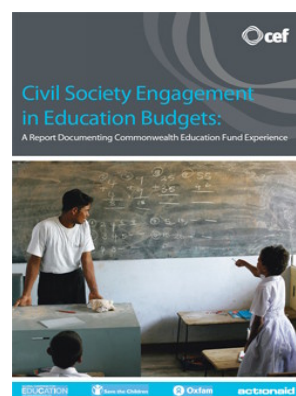
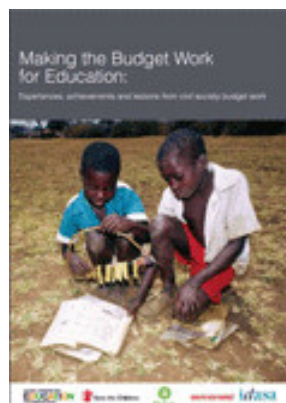
Ou



Le Fonds du Commonwealth pour l'Éducation (CEF - Commonwealth Fund for Education) a été établi en mars 2002 à l'aide d'un financement de DFID (le Département du Gouvernement britannique pour le Développement Outremer). Le CEF était géré conjointement par ActionAid, Oxfam et Save the Children. L'un des trois objectifs du CEF était la promotion d'une plus grande transparence des budgets de l'éducation, en facilitant le suivi de leur exécution par les communautés locales tant au niveau national que local.

Ce guide du travail budgétaire est axé sur les compétences et les informations pratiques dont la société civile a besoin pour travailler sur les budgets. Il est l'un d'une série de trois documents sur le travail budgétaire appliqué à l'éducation – tous conçus pour être utilisés ensemble – qui comprendront aussi:

- Faire fonctionner le Budget de l'éducation: expériences, acquis et leçons tirés du travail budgétaire de la société civile.
- L'engagement de la société civile aux budgets de l'éducation: un rapport faisant la documentation de l'expérience du Fonds du Commonwealth pour l'Éducation.



# Contenu

<b>Remerciements</b>	<b>2</b>
<b>Introduction</b>	<b>3</b>
<b>Le travail budgétaire appliqué à l'éducation</b>	<b>4</b>
Qu'est-ce que le travail budgétaire appliqué à l'éducation? Le rôle de la société civile	
<b>Les éléments essentiels d'un budget</b>	<b>6</b>
Qu'est-ce qu'un budget? Quels renseignements peuvent être tirés du budget? Comment fonctionne le cycle du budget?	
<b>Se mettre en route</b>	<b>11</b>
Comprendre l'environnement politique Les cadres juridiques Les acteurs clefs du processus budgétaire Accéder aux informations Identifier une question de recherche	
<b>Le travail budgétaire en pratique</b>	<b>15</b>
<b>Partie A</b>	
L'analyse budgétaire Le suivi du budget La surveillance budgétaire	
<b>Partie B</b>	
Les calculs budgétaires	
<b>La suite?</b>	<b>24</b>
Partager les résultats Le plaidoyer budgétaire La dissémination	
<b>Les termes clefs du budget</b>	<b>28</b>
<b>Ressources utiles</b>	<b>31</b>
<b>Solutions aux calculs budgétaires</b>	<b>32</b>

# Remerciements

Ce guide a été rédigé et compilé par Victoria Perry, et géré par Janice Dolan de Save the Children UK. Il a été produit pour le compte du Fonds du Commonwealth pour l'Éducation et traduit en français par Violet Diallo pour Pamoja Afrique de l'Ouest, avec l'appui financier de dvv International.

Des remerciements particuliers sont adressés à Maarritt Claassens de l'Institute for Democracy in South Africa (Idasa) pour ses contributions substantielles, aussi bien qu'à Rene Raya pour avoir fait la revue par paire du guide. Des remerciements sont également adressés à David Archer, Warren Davis, Jill Hart, Paula McDiarmid, Kjersti Mowé, Chikondi Mpokosa, Michelle Ringer, Gowri Vijayakumar et Katy Webley pour leurs conseils et leur soutien tout au long de la préparation du guide.

Le matériel pour ce guide a été tiré de plusieurs sources. Notre reconnaissance particulièrement est adressée à:

- CAFOD, Christian Aid et Trocaire (2005) Monitoring Government Policies: A toolkit for civil society organisations in Africa  
<http://www.cafod.org.uk/policy-papers/governance>
- Global Campaign for Education and ActionAid (2007) Education Rights: A guide for practitioners and activists, Johannesburg: Global Campaign for Education
- Oxfam/TENMET (2003) A Simple Guide to Working with Finances and Education, Dar Es Salaam: Oxfam

# Introduction

Les budgets sont parfois des documents complexes. Beaucoup de gens se sentent intimidés par le travail budgétaire, car ils supposent que cela exige des compétences très techniques. En réalité, le travail budgétaire peut être manifestement simple. Si certains budgets sont plus sophistiqués que d'autres, la conclusion est normalement simple. À l'aide de calculs arithmétiques de base, la société civile peut se servir des informations tirées du budget pour discuter de façon puissante sur comment les ressources publiques sont dépensées pour l'éducation.

En analysant le financement de l'éducation, les citoyens pourront comprendre les priorités budgétaires et les facteurs qui influencent les dépenses de l'éducation. L'analyse budgétaire a été employée dans beaucoup de pays pour faire le lobbying des gouvernements pour prioriser l'éducation dans les dépenses publiques. Elle a également renforcé la capacité de personnes pauvres et marginalisées à faire le plaidoyer en faveur de leur droit à l'éducation.

Ce guide fournit aux organisations de la société civile (OSC) dans le secteur de l'éducation les informations essentielles dont elles ont besoin pour démarrer leur travail budgétaire. Il présente les concepts de base s'agissant du budget, et traite des manières de les analyser. Il montre également comment le travail budgétaire peut informer des messages stratégiques de plaidoyer, et amener des changements dans le secteur de l'éducation. Ce guide est divisé en cinq parties:

**Le travail budgétaire de l'éducation :** décrit le rôle de la société civile dans le travail budgétaire de l'éducation.

**Les éléments essentiels du budget :** expliquent les informations que le budget nous fournit et comment fonctionne le cycle budgétaire.

**Se mettre en route :** fournit des informations générales pour identifier les acteurs clés du processus budgétaire, les cadres légaux, et où obtenir l'accès aux informations sur le budget.

**Le travail budgétaire en pratique :** explique la différence entre l'analyse budgétaire, le suivi, et le repérage, et fournit des exemples réels de ces activités.

**La suite? :** donne des informations sur comment utiliser les données pour le plaidoyer, ainsi que où et comment les disséminer.

Aussi bien que des informations d'ordre général et des exercices budgétaires, tout au long du guide, de courtes études de cas démontrent les nombreuses façons innovatrices appliquant le travail budgétaire au secteur de l'éducation. Un dictionnaire de terminologie économique et budgétaire se trouve à la fin du guide. Il y a également une liste de documents de référence utiles où vous pourrez trouver davantage de renseignements sur le travail budgétaire, et particulièrement de celui du secteur de l'éducation.

# Le travail budgétaire de l'éducation

## Qu'est-ce que le travail budgétaire de l'éducation?

Le budget d'un gouvernement affecte la vie de tous ses citoyens, de manière directe ou indirecte. Mais souvent ce sont les plus pauvres et marginalisés qui sont le plus affectés par des décisions budgétaires dans des domaines tels que l'éducation. Même si les fonds sont alloués à des politiques en faveur des pauvres, des dépenses et une gestion de programmes qui sont faibles – et un manque de pouvoir politique parmi les pauvres – pourront aboutir à une situation où l'argent n'atteint pas toujours les bénéficiaires ciblés.

### Définition du travail budgétaire.

**Le travail budgétaire est entrepris dans "l'intention explicite de faire avancer des buts politiques, tels qu'assister les plus démunis dans la société... Si le travail budgétaire appliqué exige une analyse de qualité, il requiert aussi que ses résultats soient présentés de façon à maximiser ses impacts sur le débat politique. L'analyse doit être accessible à une grande variété de lecteurs – surtout les décideurs politiques, les media et le public – et doit être disponible en cas de besoin pour informer les décisions politiques."**

(Projet Budgétaire International, 2001)

Le travail budgétaire de l'éducation est un outil important pour les OSC dans leur effort de tenir les bailleurs de fonds internationaux, les gouvernements, les autorités locales de l'éducation et les écoles comme redevables de leurs engagements politiques et leurs dépenses. Les informations sur les dépenses publiques peuvent être employées pour faire le plaidoyer des droits à l'éducation. En particulier, le travail budgétaire de l'éducation permet à la société civile de:

- Contester la politique de l'éducation et les budgets
- Faire le plaidoyer de l'utilisation accrue et plus efficace des ressources
- Améliorer la transparence et la redevabilité dans les systèmes d'éducation
- Influencer les processus de prise de décision et les dépenses
- Renforcer la conscience publique au sujet du budget de l'éducation.

### Le rôle de la société civile

L'un des principaux rôles de la société civile est de tenir le gouvernement comme responsable de la mise en œuvre de ses politiques, et de préserver les intérêts de ses citoyens. Ces politiques et intérêts figurent dans le budget national, où le gouvernement énonce comment les ressources seront allouées à chaque domaine de priorité de dépenses.

Au niveau national, la société civile joue un rôle important dans la transparence de la gestion des ressources allouées à l'éducation. Au niveau local, la société civile peut superviser et suivre les dépenses de l'éducation – en examinant les dépenses de l'éducation du district, voire les budgets scolaires. Les OSC pourront entreprendre les activités suivantes pour aider à rendre efficace le processus budgétaire :

- Faire une analyse critique indépendante en faisant le suivi des dépenses de l'éducation
- Faire la formation en analyse budgétaire et en plaidoyer
- Construire une culture de redevabilité
- Faire le plaidoyer pour l'accès accru à la prise de décisions budgétaires
- Mobiliser les acteurs, groupes d'intérêt, et citoyens pour participer au travail budgétaire
- Produire des budgets alternatifs
- Simplifier les budgets
- Elargir le débat autour des politiques et décisions budgétaires

Il est important de se rappeler que le travail budgétaire peut être effectué par tout le monde.

Il s'agit d'un outil adaptable pouvant être utilisé dans beaucoup de domaines différents.

### **Kenya: La Société civile et le travail budgétaire de l'éducation**

Pour assurer que tous les enfants puissent accéder à l'éducation primaire gratuite, le gouvernement du Kenya a décentralisé la fourniture de services, accordant aux écoles plus de pouvoir pour les dépenses d'éducation. Le déboursement des subventions devait être suivi par les comités de gestion scolaires (CGS).

Cependant, peu de CGS étaient équipés pour assumer cette responsabilité supplémentaire. En le reconnaissant, l'Association Nationale de Parents du Kenya a renforcé les capacités des CGS pour faire la comptabilité des dépenses et pour les suivre. Elle a formé des "moniteurs de budget" pour aider les CGS dans leurs tâches. Les moniteurs ont également fait le suivi de l'adhésion des écoles à la bonne gouvernance, en vérifiant que les déboursements trimestriels sont affichés publiquement.

Ce programme de travail budgétaire a contribué à une plus grande transparence de la gestion des budgets scolaires.

– et la bonne gouvernance de l'école, en assurant que les CGS sont redevables aux communautés qu'elles desservent.

Se référer à: CEF (2008) Civil Society Engagement in Education Budgets (l'engagement de la société civile dans les budgets d'éducation).

# Les éléments essentiels du Budget

## Qu'est-ce qu'un budget?

Un budget est un plan qui donne l'aperçu sur où chercher de l'argent, et sur quoi le dépenser. Si un budget est dressé par une famille, il montrera combien d'argent est disponible, et comment il devra être priorisé pour les dépenses (par exemple, le loyer, l'eau et l'électricité, et la nourriture). S'il y a davantage besoin d'argent, la famille aurait besoin de réfléchir sur comment lever davantage de fonds, réduire les dépenses, ou contracter un prêt.

## Le budget national

**“Les budgets publics sont les instruments par lesquels les gouvernements lèvent et allouent les ressources financières de l'Etat. Ils sont également le moyen par lequel les gouvernements fournissent les nécessités de base par rapport aux droits humains. Les budgets publics sont plus qu'une série de chiffres, ils sont une déclaration des priorités d'une communauté ou d'une nation.”** (Streak, 2003)

Le processus de préparation d'un budget est pareil pour les familles, les écoles et les gouvernements – quoique les priorités des dépenses soient différentes. Le budget d'une école pourra prioriser les dépenses sur les livres scolaires ou l'entretien des bâtiments, tandis que le budget national reflétera probablement des priorités sociales et économiques plus larges. Dans les pays en voie de développement, les impôts, prêts et subventions ne suffisent généralement pas au gouvernement pour satisfaire les besoins de tout un chacun.

## i

### Recettes et dépenses

#### Recettes

Les recettes déterminent quel montant est disponible pour les dépenses de la mise en œuvre des politiques. Les gouvernements collectent les recettes d'abord par les impôts et levées, tels que l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les manufactures, les taxes sur les ventes, et les droits d'importation et d'exportation.

#### Dépenses

*Les dépenses récurrentes* sont des dépenses sur les articles utilisées seulement pendant une période de temps limité, par exemple les salaires des enseignants.

*Les dépenses capitales* sont les déboursements pour des articles achetés une seule fois et qui pourront durer et être utilisés maintes fois, tels que les bâtiments scolaires.

# i

## Différents types de budget

### Niveau local

- budgets d'écoles
- budgets de collectivités locales
- budgets d'éducation de district

### Niveau national

- budgets nationaux
- budgets de secteur
- budgets de bailleur de fonds

### Niveau international

- budgets de bailleurs de fonds
- budgets d'institutions internationales de financement

Les gouvernements font face au défi de peser les différents besoins et de décider comment allouer les ressources disponibles. Les politiques auxquelles on donne le plus de ressources sont souvent appelées les politiques prioritaires. Ces politiques reflètent les buts auxquels un gouvernement est le plus engagé – et elles seront reflétées dans son budget. Si des ressources insuffisantes sont allouées à une politique, il n'est pas très probable qu'elle aura les impacts désirés. Par exemple, si une politique d'améliorer la qualité de l'éducation n'alloue pas suffisamment de ressources à l'augmentation du nombre d'enseignants, à la formation des enseignants, et aux matériels éducatifs, il n'est donc pas probable que la qualité de l'éducation sera améliorée.

Il est important de comprendre comment les budgets fonctionnent à des niveaux différents – par exemple, les niveaux local, national et international – et *entre* les niveaux, parce que:

- Le montant qui est disponible pour intervenir au niveau d'une école est influencé par la politique nationale
- La bonne planification et budgétisation au niveau de l'école peut avoir une influence importante sur l'éducation.

Un bon système budgétaire – selon lequel les ressources sont collectées, allouées, enregistrées et suivies – produira une bonne politique et de bons résultats budgétaires. Reconnaître qu'il y a des liens entre budgets et à différents niveaux du système, nous permet de lire et de mieux comprendre les informations que les budgets peuvent nous fournir.

## Quelles sont les informations que le budget peut nous fournir?

Le budget informe les institutions publiques, telle que les ministères ou les écoles, sur quelles sont les priorités politiques, en leur indiquant combien pourra être dépensé, et pour quel but, guidant ainsi la mise en œuvre de la politique. Examiner les budgets peut aider à répondre aux questions suivantes:

### **Est-ce que le budget actuel de l'éducation est adéquat pour atteindre les objectifs politiques ?**

Les exigences du secteur de l'éducation pourront dépasser le montant d'argent disponible pour y faire face. Le gouvernement a besoin de montrer comment il atteindra progressivement ces exigences.

### **Quelle est la *priorité* accordée à l'éducation par rapport aux autres secteurs ?**

Si un gouvernement prend un engagement politique par rapport à l'éducation mais que ceci n'est pas reflété dans les ressources allouées, alors l'engagement envers l'éducation n'est pas vraiment effectif.

## **i**

### **Education comme une priorité de dépenses**

Les dépenses pour l'éducation peuvent être comparées au produit intérieur brut, PIB, ou aux dépenses totales, afin d'apercevoir la priorité qu'on lui accorde. Il est généralement accepté que les gouvernements devraient dépenser au moins 20% du budget national pour l'éducation, et qu'au moins 6% du PIB devrait être investi dans l'éducation.

### **Y a-t-il des *progrès* en cours, en termes de la réponse du gouvernement aux besoins de l'éducation?**

Des progrès sont effectifs si les dépenses pour l'éducation se sont améliorées par rapport aux années précédentes.

### **Les allocations budgétaires, sont elles *équitables*?**

Des différences entre groupes de la population (exemple: le genre, les enfants handicapés) et de régions (exemple: rurales, urbaines) à l'intérieur d'un pays pourront faire en sorte que certaines parties de la société reçoivent une meilleure éducation que d'autres. Le budget peut révéler si on pallie à ces inégalités.

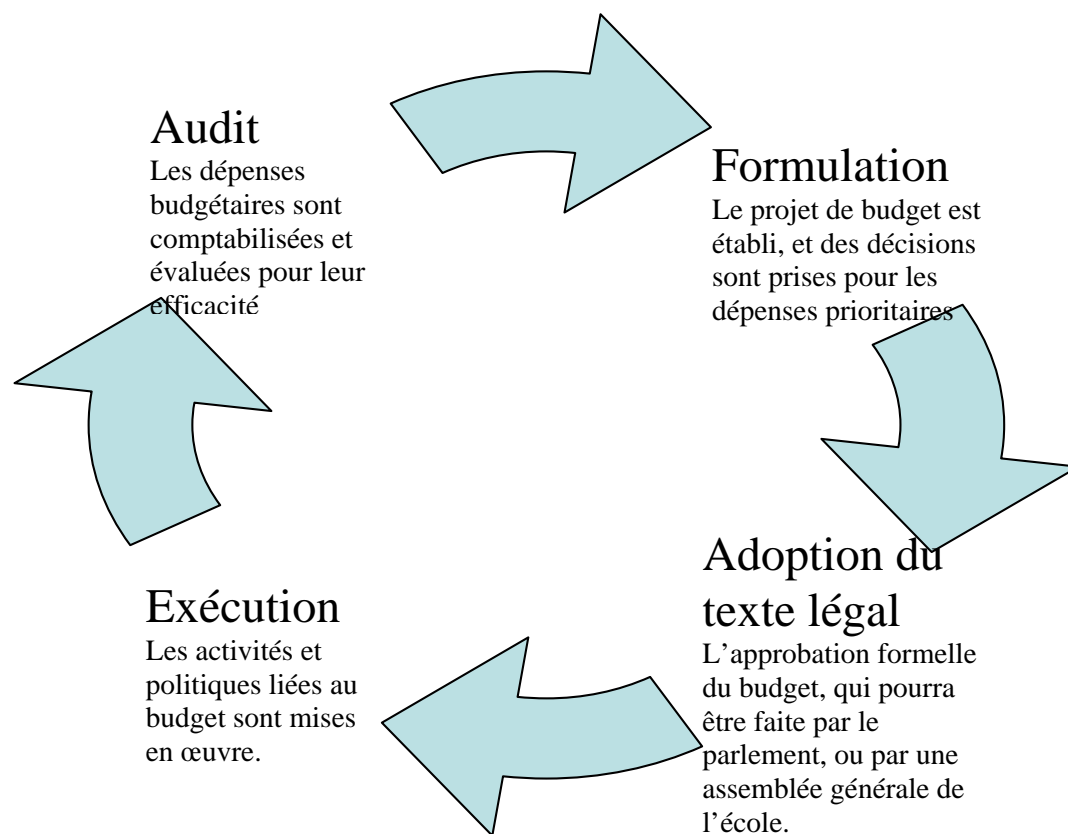
### **Est-ce que les ressources sont dépensées de manière *efficente*?**

De grandes différences entre les allocations budgétaires et les dépenses déterminent si les ressources sont bien utilisées ou non.

### **Est-ce que les ressources sont dépensées de manière *efficace* ?**

Les fonds devront être dépensés de façon judicieuse pour atteindre l'objectif général. Par exemple, un objectif politique d'améliorer les résultats nationaux en mathématiques devra être lié à l'utilisation d'une part adéquate de fonds pour la formation d'enseignants de mathématiques et la fourniture de manuels de mathématiques.

## Comment fonctionne le cycle du budget?



Tout budget, que ce soit produit par une famille, une école ou un gouvernement, suit un cycle similaire de préparation et de mise en œuvre – quoiqu'il soit susceptible d'être plus formel dans le cas du gouvernement que dans une famille.

Le processus du budget détermine comment le gouvernement collectera des recettes et allouera des ressources aux différents ministères, régions et structures locales qui ont la responsabilité de la fourniture de services. Ce processus fait partie d'un cycle de budget qui a lieu pendant une période d'une année. Les quatre principales étapes du cycle du budget sont esquissées selon la figure ci-dessus.

## **Malawi: L'engagement de la société civile dans le cycle du budget**

La coalition de la Société Civile pour l'Education de Base de Qualité a remporté des succès considérables en identifiant des problèmes et en faisant du lobbying à la recherche de solutions. Par exemple, après avoir découvert un retard dans le paiement des enseignants qui a fait baisser le moral des enseignants, la Coalition et un partenaire ont réussi à convaincre le Ministère d'Education à payer aux enseignants la totalité du montant qu'on leur devait depuis 2003. La Coalition a également influencé la formulation du budget national : comme résultat du travail de la Coalition avec des membres du parlement. Le secteur de l'éducation reçoit actuellement une plus grande allocation du budget national. Le travail de plaidoyer de la Coalition est situé tout autour du cycle budgétaire, en cherchant à influencer la formulation du budget, rendant le budget accessible aux citoyens une fois qu'il est formulé, et en surveillant sa mise en œuvre comme elle a été anticipée. Les trois étapes sont liées entre elles, chacune se développe sur la base de la prochaine stratégie et la renforce.

Adapté de CEF (2008) L'engagement de la société civile dans les budgets de l'Education

# **i**

## **Fonctions du processus du budget**

Le budget est le moyen par lequel le gouvernement cherche à atteindre les buts de sa politique économique, et par lequel il informe les institutions publiques, telles que les ministères ou les écoles, quelles sont les priorités politiques. Il y a quatre fonctions principales au processus du budget :

### **Economique**

- La discipline budgétaire – contrôler le flux des dépenses gouvernementales pour qu'elles ne dépassent pas le montant qui a été levé.
- L'utilisation économique, effective et efficace des ressources.
- L'allocation de ressources selon les priorités politiques.

### **Politique**

- L'examen critique du budget annuel par des représentants élus.
- Fournit à l'exécutif l'autorisation de collecter les taxes, de contracter des dettes et d'utiliser les fonds publics.

### **Légale**

- Le contrôle législatif des fonctions de l'exécutif assure que les ressources publiques sont gérées de façon appropriée. Un auditeur indépendant assure que l'exécutif ait respecté les dépenses approuvées.

### **Gestionnaire**

- Informe les institutions publiques et les fonctionnaires de la politique gouvernementale et sur le montant des dépenses qui pourront être faites, et dans quels buts.

# Se mettre en route

Avant de démarrer le travail budgétaire, il est important de comprendre le contexte dans lequel vous fonctionnez. En particulier, il est utile de comprendre comment le secteur de l'éducation nationale opère et qui sont les acteurs clefs et les décideurs politiques. De plus, il est important de comprendre les cadres légaux qui indiquent les droits de la société civile à participer au processus du budget et d'avoir accès aux informations budgétaires.

## Comprendre l'environnement politique

Dans beaucoup de pays, l'éducation est reconnue comme une priorité majeure pour le développement social et économique. Ceci a abouti à un investissement accru dans le secteur de l'éducation.

L'environnement politique détermine les priorités du gouvernement, qui influencent l'allocation de ressources au secteur de l'éducation. Des questions politiques affectent la politique nationale de l'éducation et la structure du système national d'éducation, ce qui, à son tour, détermine comment les ressources sont partagées entre les institutions d'éducation. L'allocation de ressources a un impact direct sur la qualité de l'éducation.

Le travail budgétaire de l'éducation par des OSC peut entraîner des tendances politiques plus larges, telles que:

- La discrimination continue, ou l'exclusion de certains groupes de la population
- Des ressources inadéquates attribuées à des services de base
- L'utilisation inefficace de ressources publiques

## Cadres juridiques

Les cadres juridiques comprennent des constitutions au niveau national ou régional, des plans stratégiques nationaux pour l'éducation, et les Lois d'orientation de l'éducation. Ils comprennent aussi des conventions internationales telles que la Convention des Nations Unies sur les Droits de l'Enfant qui énonce l'obligation des gouvernements de fournir l'éducation primaire gratuite. Ces cadres indiquent la structure et les dispositifs juridiques du système d'éducation, et devrait être disponible publiquement à travers les institutions suivantes :

- Ministères d'éducation nationaux et des états/régions
- Les autorités d'éducation de district (académies d'éducation)
- Les instituts gouvernementaux des informations statistiques
- Ombudsman, Médiateur de la République, ou autre autorité régulatrice indépendante

Les CSO doivent être familières des aspects clefs suivants des cadres juridiques avant de s'embarquer dans le travail budgétaire:

**Les droits à l'éducation** – dans beaucoup de pays, des cadres juridiques tels qu'une loi d'orientation de l'éducation, voire la constitution, fournissent le droit à l'éducation à tous les enfants

**Compétences et fonctions des acteurs du secteur de l'éducation** – au niveau de l'école, les cadres juridiques pourront indiquer les compétences et fonctions des comités de gestion scolaire.

**Participation publique** – des informations devraient être disponibles sur comment et de quelle manière les citoyens et les organisations de la société civile pourront participer et faire des contributions au secteur d'éducation

**Mécanismes de plaintes** – des cadres régulateurs indépendants, connus dans certains pays comme 'le Modérateur de la République' ou le 'Vérificateur de la République', représentent des institutions importantes pour porter plainte sur la fourniture de services.

## Acteurs clefs dans le processus du budget

La structure générale du système d'éducation diffère d'un pays à l'autre, mais les acteurs clefs sont largement similaires.

**Officiels du gouvernement national** (exemple : membres de parlement) ont la compétence d'approuver, modifier ou proposer de nouvelles lois par rapport à l'éducation. Ils ont également la compétence de faire appel au Ministre de l'Education pour rendre compte des choix de politiques de l'éducation, des allocations budgétaires et de dépenses. Ceci implique également qu'ils puissent influencer le budget et recommander les changements qu'ils jugent nécessaires.

**Officiels de l'éducation nationale** (exemple: le Ministre de l'Education) développent les politiques d'éducation et préparent le budget de l'éducation.

**Autorités de la région ou du district ou de la Région** (exemple: autorités de l'éducation de district) exécute les politiques et les budgets du gouvernement. Ils sont au courant des processus par lesquels la fourniture de services est effectuée et peuvent localiser où se trouvent les défis pour la mise en œuvre de politiques d'éducation et de budgets.

**Responsables de l'administration des écoles** (exemples: directeurs, comités de gestion scolaire ou associations de parents d'élèves) sont chargés de la surveillance de fonds au niveau de l'école. Ils sont capables de donner un aperçu de ce qu'il faut changer au niveau de l'éducation locale, des ressources obtenues, et de définir les contraintes.

## **Bangladesh: Faire participer des députés dans le travail budgétaire de l'éducation**

Au Bangladesh, le People's Empowerment Trust (PET, ou Association pour la responsabilisation populaire) a convoqué une session parlementaire sur l'éducation qui s'est rapidement installé comme un corps clef pour maintenir l'éducation sur l'agenda politique. La session était un forum représentatif de plusieurs partis, sans les entraves d'affiliations politiques dans un pays où l'appartenance aux partis politiques empêche souvent le vrai débat politique.

PET a organisé des ateliers pour des membres du rassemblement de l'éducation sur une gamme de questions par rapport à l'éducation - y compris la politique nationale de l'éducation, la stratégie de Réduction de la Pauvreté, l'éducation de qualité. Une relation étroite s'est développée entre les députés et les groupes de la société civile dont les recherches informant le plaidoyer parlementaire.

Des recherches entreprises par The Innovators (Les Innovateurs) – un think-tank Bangladeshi – ont montré que les dépenses nationales sur l'éducation sont bien en-deçà de la recommandation internationale de 6% du PIB. Cette information a été utilisée avec succès par des membres du rassemblement afin de faire le plaidoyer en faveur d'une augmentation des dépenses pour l'éducation.

Adapté de CEF (2008) Civil Society Engagement in Education Budgets (Engagement de la Société Civile dans les budgets de l'éducation).

## **Accéder aux informations**

Les défis de l'accès aux informations du travail budgétaire peuvent comprendre:

- La lourdeur administrative
- Le manque de données budgétaires justes et au moment utile
- Le manque de transparence et l'accès limité aux informations

Cependant l'absence de données solides constitue rarement une bonne raison d'abandonner le travail budgétaire. Quoiqu'il soit préférable d'avoir davantage de données meilleures, il est souvent possible de commencer le budget sur l'éducation à partir des informations dont on dispose.

Les OSC ont un grand intérêt à faire la promotion de réformes des systèmes budgétaires, puisque ce sont normalement les pauvres et les sans pouvoir qui sont affectés de la façon la plus nuisible par un système budgétaire qui est faible ou corrompu. Un système budgétaire solide – qui est transparent et offre la redevabilité – est beaucoup plus susceptible de donner des résultats qui reflètent les désirs de toute la population. Un aspect important du travail budgétaire est donc de s'attaquer à ces défis aux niveaux micro et macro, en:

- Faisant le lobbying pour une transparence accrue au sein du processus budgétaire du gouvernement.
- Faisant le réseautage avec les agences et offices en question
- Utilisant des canaux informels et des sources alternatives d'informations
- Menant des campagnes pour la législation accordant le droit à l'information

# i

## Sources d'information

- Documents budgétaires
- Statistiques comparatives Internationales
- Statistiques gouvernementales
- Bureaux d'éducation de districts
- Ecoles
- Rapports nationaux d'audit et de suivi
- Revues de dépenses publiques (RDP)
- Etudes de Surveillance de Dépenses Publiques (PETS/ ESDP)
- Etudes Quantitatives de Fourniture de Services (QSDS/EQFS)
- Etudes de ménage
- Analyses budgétaires académiques
- Statistiques de performance et des finances de la part du Ministère de l'Education

## Identifier une question de recherche

Il y a divers points de démarrage pour poser un agenda de recherche

**Par groupe de la population** – exemple: par zone géographique, ou per genre.

**Par programme gouvernemental** – exemple: programmes de la petite enfance, éducation non formelle

**Par thématique** – exemple: VIH et sida

**Par politique** – exemple: identifier des points de faiblesse dans le secteur de l'éducation

**En utilisant des documents de politique comme point de référence** – exemple: Documents de Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Ce que vous décidez de faire pourra dépendre des informations disponibles. Par exemple, si l'information sur les allocations budgétaires et les priorités des dépenses sont disponibles, il sera possible de :

- Mesurer l'engagement d'un gouvernement envers des zones spécifiques de la politique de l'éducation
- Déterminer les tendances des dépenses, pour assurer que les programmes visant l'atteinte des engagements politiques de l'éducation reçoivent une part graduellement croissante du budget.
- Calculer les coûts des propositions de politique, telles que l'éducation primaire gratuite.
- Analyser l'impact des choix budgétaires sur des groupes spécifiques, tels que les filles ou les enfants handicapés.

Une fois que vous aurez atteint l'accès aux informations nécessaires et identifié une question de recherche, vous pourrez commencer votre travail budgétaire. Des étapes pratiques des techniques du travail et des calculs budgétaires, sont indiquées dans le chapitre qui suit.

# Le travail budgétaire en pratique

Il y a trois manières principales de conduire le travail budgétaire - l'analyse budgétaire, le suivi et la surveillance. Une définition de chacune de ces manières figure dans la Partie A ci-dessous, suivie par des calculs pratiques que vous pourrez compléter dans la Partie B.

## Partie A: Types de travail budgétaire

### Analyse budgétaire

**Comprendre d'où viennent les recettes, comment elles sont dépensées et quels sont les coûts couverts par le budget.**

L'analyse budgétaire peut déterminer si le budget s'adresse aux zones prioritaires, s'il est adéquat, en augmentation ou en diminution, et s'il est équitable ou ne l'est pas. Il peut être conduit au niveau national, de l'état ou région, de district, ou de l'école. Une utilisation habituelle de l'analyse budgétaire est de comparer le budget du ministère de l'éducation à ceux d'autres ministères – exemple, la santé ou la défense. Une telle comparaison peut déterminer la priorité accordée par le gouvernement à l'éducation par rapport aux autres secteurs.

## Q

### Questions pour l'analyse budgétaire

- Combien d'argent est alloué aux différents programmes d'éducation au niveau de la fourniture de service?
- Les ressources allouées aux différents programmes d'éducation, augmentent-elles en termes réels par rapport aux années précédentes et, si possible, pour les années suivantes aussi?
- Est-ce que certaines des allocations pour les divers programmes d'éducation appliquent une discrimination ou excluent une certaine partie de la population scolarisée ?
- Est-ce que les allocations reflètent les zones prioritaires des programmes d'éducation, particulièrement envers les pauvres?
- Est-ce que les agences de fourniture de services dépensent effectivement tous leurs fonds, ou y avait-il un reliquat de fonds les années précédentes?

# i

## Le rôle de coalitions

Les coalitions maximisent la capacité d'une OSC à réaliser un impact; plus il y a de groupes impliqués dans un message, plus grands sont l'appui et l'impact qu'il pourra atteindre. Des organisations en partenariat pourront également partager des compétences spécialisées. Une OSC peut avoir de l'expertise en collecte de données; une autre en renforcement des capacités d'autres organisations, des décideurs, ou les médias ; et encore une dans la dissémination.

Une organisation pourra être spécialisée dans l'analyse au niveau local, une autre au niveau national ou international. Construire sur ces différentes compétences assure l'efficacité.

## Le suivi budgétaire

### **Observer les processus et activités impliqués dans la mise en œuvre budgétaire sur une certaine période de temps.**

Comme l'analyse budgétaire, le suivi budgétaire peut être conduit au niveau national, état/régional, district ou école. Il peut se focaliser sur comment le budget total de l'éducation a été dépensé pendant un nombre d'années, ou bien il peut examiner un programme spécifique, tel que l'éducation primaire. Le suivi budgétaire détermine comment les déboursments sont faits à des points précis dans le système, surtout s'ils sont réguliers et dépensés comme planifié, ou si il y aurait des fuites.

### **Ouganda: le suivi budgétaire par des enfants**

En Ouganda, la fourniture de l'éducation est décentralisée au niveau scolaire. Les comités de gestion scolaire et les parents sont impliqués dans la gouvernance de l'école, la budgétisation et les dépenses sur l'éducation.

Trois organisations de droits de l'enfant en Ouganda se sont engagées dans la formation des enfants sur leurs droits, le système éducatif, et des compétences en suivi budgétaires. Les enfants étaient impliqués dans le développement d'outils de suivi budgétaire, qu'ils ont utilisés pour le suivi de dépenses budgétaires, de fourniture effective de manuels, et d'autres matériels d'apprentissage, selon les dépenses.

Le suivi par les enfants a révélé de la corruption par des enseignants, et a amélioré l'environnement de leurs écoles. Des enfants sont devenus membres des sous-comités des finances de leurs écoles, et à travers cette expérience, ils étaient capables d'influencer le budget, en influençant les ressources allouées selon leurs besoins – par exemple, des garnitures sanitaires pour les filles, la rénovation d'une salle de classe pour des services de conseils, et la construction d'un internat pour des enfants qui habitent loin de leur école. Adapté de CEF (2008) Civil Society Engagement in Education Budgets – engagement de la société civile dans les budgets d'éducation

## La surveillance budgétaire

### Surveiller des déboursments budgétaires à travers le système jusqu'au fournisseur de services.

La surveillance budgétaire détermine si les ressources allouées par le budget aient été dépensées selon le plan. Parce qu'elle vérifie les déboursments à travers le système, la surveillance budgétaire peut aider à identifier la mauvaise gestion et la corruption.

La surveillance budgétaire peut être conduite au niveau national, régional et local. Il peut se focaliser sur comment le budget général de l'éducation ait été dépensé au niveau régional et de district, ou bien il peut examiner un programme spécifique telle que l'éducation primaire sur tout le territoire national. Des comparaisons entre régions ou districts peuvent révéler comment ils réalisent les programmes, s'ils réduisent des inégalités, et la qualité générale de ces programmes.

La surveillance budgétaire des dépenses effectives des écoles peut également être effectuée. Par exemple, ceci pourrait vérifier que les ressources allouées aux matériels d'enseignement et d'apprentissage ou d'infrastructure aient été dépensées comme stipulé par le budget.

## Q

### Questions pour la surveillance budgétaire

- Quelle était l'allocation budgétaire éducative de l'école ?
- Quelles autres sources de financement l'école a obtenues?
- Est-ce que l'école a reçu la totalité de l'allocation du gouvernement qui a été budgétisée?
- Quel montant de fonds a été dépensé jusqu'à maintenant? Et à quelles rubriques les fonds ont été alloués?
- Est-ce que l'école dépense des fonds qui ne sont pas couverts par des ressources gouvernementales? Est-ce que ces dépenses comprennent le paiement de l'électricité, un gardien de sécurité, l'eau, l'imprimerie des sujets d'examen, etc. ?
- On s'attend à ce que les parents fassent un contribution de quel ordre à l'éducation primaire?
- En moyenne, on s'attendait à ce que les enfants contribuent pour combien au cours de l'année scolaire actuelle?
- Qui est responsable de la gestion de ces fonds?

## Partie B: Calculs budgétaires

Les calculs budgétaires sont au cœur du travail budgétaire. En utilisant un exemple fictif, les pages suivantes montrent les types de calculs qui peuvent être utilisés pour l'analyse budgétaire, dont certains peuvent s'appliquer aussi à la surveillance qu'au suivi budgétaire. Vous pouvez essayer de faire de ces calculs et vous trouverez les solutions à la page 32 de ce guide.

### Calcul numéro un

Regardez les données budgétaires suivantes pour le pays X. Travaillez les exercices ci-dessous (de 1 à 5) pour vous aider à remplir les vides du tableau.

	A	B	C	D	E	F	G
1		2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	Taux moyen de croissance à moyen terme 2006/07 - 2008/09
2	Nominal (Education)	162	248	348	433	487	
3	Valeur réelle (Education)						
4	Taux de Croissance Réelle (%)						
5	Total*	292	468	737	953	1062	
6	Total réel *						
	<i>Déflateur</i>	<i>0.943</i>	<i>1</i>	<i>1.05</i>	<i>1.09515</i>	<i>1.141146</i>	

\*Se réfère au total des dépenses sur les secteurs prioritaires

### Exercice 1:

#### Convertir les allocations nominales en allocations réelles

# i

## Montants nominaux et réels

Les budgets sont présentés en montants nominaux. En analysant des données budgétaires, il est essentiel de prendre en compte la différence entre les montants nominaux et réels.

Les chiffres *Nominaux* sont les montants effectifs qui sont alloués à, ou dépensé pour, une politique d'éducation.

*Les chiffres réels* sont des montants rajustés pour tenir compte de l'inflation. En comparant les chiffres budgétaires réels, vous regardez les changements à ce que vous pouvez acheter graduellement avec ces montants.

Le déflateur pour l'année de base est toujours 1. Dans cet exemple, l'année de base est 2005/06.

$$\text{valeur réel} = \frac{\text{valeur}}{\text{déflateur}}$$

Utilisez ce formulaire pour remplir la rangée 3 : 'Valeur Réelle' et la rangée 6 : 'Total Réel' au tableau ci-dessus.



## Récapitulation:

### Evaluer la différence entre les chiffres budgétaires nominaux et réels

**Etape 1:** Pour reconvertir les chiffres nominaux en chiffres réels, vous devez choisir une année de base. Une année de base est l'année pour laquelle vous supposez qu'un montant nominal est égal en montant réel. Vous devez constater clairement votre année de base, et assurer qu'elle est employée de façon consistante à travers vos calculs.

**Etape 2:** Pour chaque année qui suit l'année de base, vous utilisez un déflateur pour déterminer la valeur du montant une fois que l'inflation ait été prise en compte. Le déflateur est une valeur numérique qui varie d'un pays à l'autre, et d'une année à l'autre, selon le taux d'inflation. Vous devez pouvoir trouver quel déflateur utiliser en consultant le Ministère des Finances, ou le bureau national de la statistique.

### Exercice 2:

#### Calculer le taux de croissance réel

Ceci vous permet de voir de combien les dépenses sur l'éducation augmentent d'une année à l'autre :

$$\text{Taux de croissance} = \frac{(\text{dépenses réelles en l'an 2} - \text{dépenses réelles dans l'année 1})}{\text{dépenses réelles en année 1}} \times 100$$

Utilisez cette formule pour remplir la rangée 4 : 'Taux de croissance réelle%'

- est-ce que le taux réel de croissance de dépenses pour l'éducation augmentent ou diminuent?



## Rappel:

**Pour calculer si les dépenses sur une politique d'éducation (par exemple l'éducation primaire gratuite) ont augmenté ou diminué sur un nombre d'années spécifiées, en termes nominaux et/ou en termes réels**

**Etape 1:** Décidez sur quelle période d'années vous voulez comparer les dépenses sur la politique ou sous-secteur de l'éducation.

**Etape 2:** Pour chacune de ces années, enregistrer le montant dépensé.

**Etape 3:** Appliquez la formule ci-dessus pour calculer le taux de croissance entre les deux années.

**Etape 4:** Utilisez la même formule pour calculer le taux de croissance de chaque année à l'année suivante que vous avez choisie comme point d'intérêt.

### Exercice 3:

#### Calculer le taux moyen de croissance annuelle de l'éducation dans le moyen terme

Ceci donne l'image générale de ce qui se passe dans le moyen terme (normalement une période de 3 ans).

Le taux moyen de croissance réelle annuelle = la moyenne des 3 taux de croissance annuelle

Taux moyen de croissance réelle annuelle de l'éducation dans le moyen terme =  $\frac{(D4 + E4 + F4)}{3}$

Utilisez la formule ci-dessus pour remplir la colonne G dans le tableau à la page 18 qui donne le taux moyen de croissance de l'éducation dans le moyen terme (2006/07-08/09).

[Note: 'D4' se réfère à la case au tableau: 'D'=colonne, '4'=rangée]

- Quelle est l'image générale que vous percevez de l'éducation? \_\_\_\_\_

---

### Exercice 4:

#### Calculer la part de l'éducation dans le budget total

- Combien du budget total du secteur prioritaire est alloué à l'éducation sur les cinq années de dépenses ?

Calculez la part du budget de l'éducation comme un pourcentage du budget total pour le secteur prioritaire pendant les cinq années de dépenses, en utilisant les montants réels

2004/05 = \_\_\_\_\_

2005/06 = \_\_\_\_\_

2006/07 = \_\_\_\_\_

2007/08 = \_\_\_\_\_

2008/09 = \_\_\_\_\_



#### Récapitulation:

**Evaluer comment l'allocation à, ou les dépenses pour, l'éducation sont priorisées par rapport à d'autres secteurs**

**Etape 1:** Etablissez le montant total dont le gouvernement disposait pour les dépenses publiques pendant une année donnée.

**Etape 2:** Trouvez le montant total alloué au secteur de l'éducation


**Etape 3:** Comparez les deux chiffres trouvés à l'étape 1 et 2. Exprimez le montant alloué au secteur de l'éducation comme pourcentage du total: quelle part du total des ressources disponibles le gouvernement a réservée pour les dépenses sur l'éducation ?

**Exercice 5:**  
**Surveiller les changements de priorité**

En 2004/05 \_\_\_\_\_ % du budget total du secteur prioritaire a été consacré à l'éducation

En 2008/09 \_\_\_\_\_ % du budget total du secteur prioritaire a été consacré à l'éducation

– Est-ce que le gouvernement accorde plus ou moins de priorité à l'éducation?



**Récapitulation:**

**Pour voir comment la part de fonds alloués à l'éducation a changé au fil du temps**

**Etape 1:** Découvrez combien de ses ressources disponibles le gouvernement a alloué au secteur de l'éducation sur un certain nombre d'années.

**Etape 2:** Pour chaque année, exprimez la part allouée comme pourcentage du total.

**Etape 3:** Comparez des années pour déterminer comment ceci a changé sur une période de temps.

**Calcul numéro deux**

Regardez le budget ci-dessous pour le pays Y, et répondez aux questions à la page. Utilisez les compétences que vous avez acquises sur les calculs budgétaires pour vous aider.

Dépenses du Gouvernement Central (en milliards)

Zone de dépenses	Résultat 2008	Prévision 2009	Prévision 2010
1. Gouvernance, économie et administration	17	17	19
2. Impôts et douanes	8	9	9
3. Justice	26	26	27
4. Défense	45	43	44
5. Santé	34	37	40
6. Sécurité sociale	225	226	320
7. Marché du travail	64	68	69
8. Education, appui aux étudiants et recherche académique	51	64	65
9. Culture	8	9	9
10. Planification, habitat, construction	9	9	9
11. Energie	2	2	1
12. Transport	25	29	32
13. Agriculture	10	12	15
14. Intérêts sur la dette gouvernementale	42	50	39
<b>Total:</b>	<b>566</b>	<b>601</b>	<b>698</b>

Ce pays avait un taux d'inflation de 6,6% en 2008, et de 5,1% en 2009

Année	2008	2009	2010
Déflateur	1	1.066	1.117

# Q

1. En termes nominaux, quel secteur reçoit l'allocation la plus importante en 2008, 2009 et 2010? Lequel en reçoit le moins?

Le plus : \_\_\_\_\_ Le moins : \_\_\_\_\_

2. Identifiez un secteur qui reçoit une allocation croissante en termes nominaux sur les trois années. Identifiez un secteur qui reçoit une allocation décroissante. ?

En croissance : \_\_\_\_\_ En décroissance : \_\_\_\_\_

3. Quel secteur reçoit une part prioritaire des dépenses gouvernementales pendant les années 2008, 2009 et 2010?

\_\_\_\_\_

4. Quelle est la dépense réelle sur l'éducation pour 2008, 2009 et 2010?

\_\_\_\_\_

5. Quelle est la part moyenne de l'éducation dans le budget de 2008 à 2010 (en termes réels) ?

\_\_\_\_\_

**Regardez les informations supplémentaires fournies sur les dépenses de l'éducation par province et par la population par province.**

Dépenses sur l'éducation par province en 2009	
Province 1	9 000 000
Province 2	30 000 000
Province 3	5 000 000
Province 4	15 000 000
Province 5	2 000 000
Province 6	3 000 000
Dépenses totales de l'éducation	64 000 000

Population par province en 2009	
Province 1	30 000
Province 2	300 000
Province 3	100 000
Province 4	60 000
Province 5	200 000
Province 6	20 000
Population totale	710 000

# Q

6. Quelle province a reçu la plus grande part des dépenses de l'éducation en 2009?

Quelle était sa part?

Province: \_\_\_\_\_ Part: \_\_\_\_\_

7. Quelle était la dépense par tête de l'éducation dans chaque province ?

Province 1: \_\_\_\_\_

Province 2: \_\_\_\_\_

Province 3: \_\_\_\_\_

Province 4: \_\_\_\_\_

Province 5: \_\_\_\_\_

Province 6: \_\_\_\_\_

Quelle province a reçu la dépense la plus élevée par tête ?

8. Identifiez deux messages à adresser au gouvernement sur la base de ce que vous savez de votre analyse.

Message 1: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

Message 2: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

# Et la suite?

## Partager les résultats

Les résultats du travail budgétaire ne devraient pas rester confinés à un seul niveau du système d'éducation. Lorsque les OCS ont analysé le budget national annuel, les résultats devraient être partagés au niveau local. Les OSC locales pourront préparer leur surveillance budgétaire de la fourniture de l'éducation en se servant des résultats pour formuler des questionnaires ou autres outils de surveillance.

De la même manière, les résultats du suivi et de la surveillance budgétaire au niveau local peuvent être utilisés par des OSC nationales en faisant un lobbying auprès d'officiels gouvernementaux et de décideurs politiques. Par exemple, si des OSC trouveraient des preuves de corruption de la part de fonctionnaires locaux de l'éducation ou de directeurs d'écoles, elles pourront dénoncer de telles pratiques et s'assurer qu'au niveau national des mesures juridiques soient prises pour poursuivre les responsables corrompus.

Lier et faire la publicité d'initiatives et de résultats de travail budgétaire nationaux et locaux peuvent mener à une conscience plus élevée des défis auxquels est confronté l'éducation. Elle exerce une pression sur les ministres de l'éducation et autres officiels gouvernementaux pour qu'ils prennent les mesures nécessaires pour relever ces défis.

Le choix du moment pour communiquer les résultats au public est primordial si le travail doit faire son effet maximum. Donc, le processus national à cibler par les résultats doit être pris en compte depuis le début du travail, y compris suffisamment de temps pour l'analyse, la dissémination au gouvernement, et pour le développement d'une stratégie et structure de communications.

## Qu'est-ce que le plaidoyer?

**Le plaidoyer** est le processus d'influencer ceux qui prennent des décisions politiques, élaborent des lois, et distribuent des ressources qui affectent le bien-être des populations. Le plaidoyer livre des messages réfléchis dans le but d'influencer l'idée, les perspectives et les actions des autorités.

**Mener une campagne** est l'une des stratégies pour le plaidoyer, faire monter la pression publique autour de stratégies telles que l'action de masse, les fora publics, et les campagnes médiatiques.

**Le lobbying** est une autre stratégie du plaidoyer, en faisant monter la pression autour d'une question au sein du système d'éducation, à travers des stratégies telles que l'analyse et le dialogue politique, la négociation, et en créant des partenariats collaboratifs.

## Le plaidoyer budgétaire

Les résultats de l'analyse, du suivi et de la surveillance budgétaire ne suffisent pas à eux-mêmes pour relever les défis dans le système budgétaire. De façon idéale, les acteurs devraient utiliser ces résultats pour faire la promotion de changements durables.

Le suivi budgétaire sert souvent le lobbying et les campagnes sur des changements spécifiques au budget. Ces changements peuvent inclure aussi bien des augmentations de ressources générales, qu'une distribution plus équitable de ressources. De façon plus large, le plaidoyer budgétaire peut également apporter des améliorations au processus formel du budget lui-même, pour que les budgets deviennent plus transparents et impliquent la communauté plus élargie.

Une stratégie clef du plaidoyer budgétaire est de développer des champions au sein du parlement, ou autres décideurs, qui peuvent amener des questions à la discussion et les articuler de façon concise et cohérente.

Des activités de plaidoyer budgétaire se situent à toutes les étapes du cycle budgétaire:

**Formulation** – La société civile influence l'allocation à travers:

- la recherche des besoins
- la dissémination des informations sur le budget
- la production des budgets alternatifs.

**Les textes juridiques** – La société civile fait connaître le budget au public à travers:

- des campagnes pour rendre ouvert le processus d'exécution
- la publication d'une synthèse critique du budget
- l'engagement avec les media (pour agir comme sentinelle), des responsables (pour avoir accès aux informations) et le public (afin d'accroître la pression en faveur d'un processus plus ouvert et transparent).

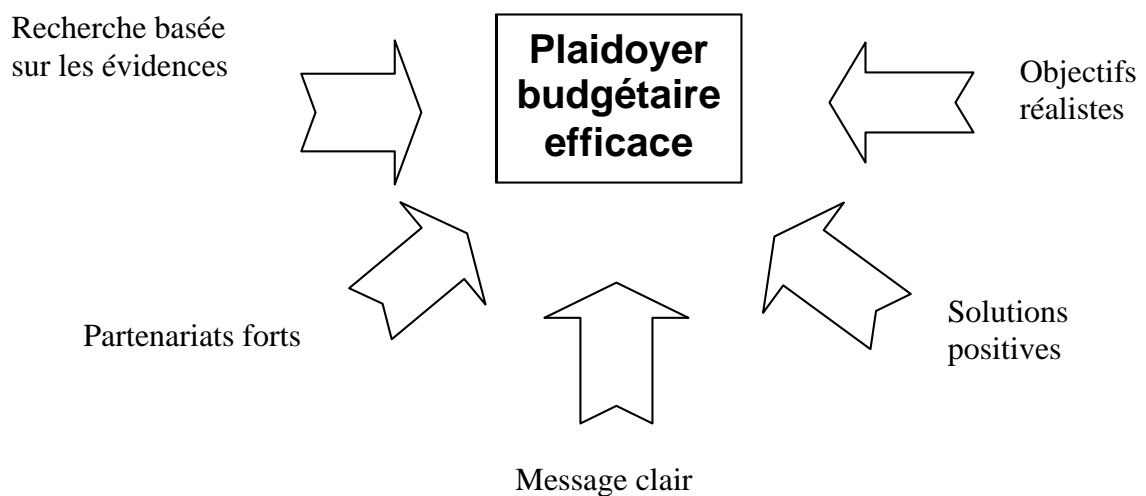
**Exécution** – La société civile tient comme redevable le porteur du budget, pour effectuer les dépenses planifiées à travers:

- l'organisation de groupes locaux de plaidoyer budgétaire
- la mesure des impacts et la dissémination des résultats.

**Audit** – la société civile passe l'impact du budget en revue à travers:

- la recherche de l'impact sur des groupes désagrégés (tels que le genre)
- l'inspection d'apports et de résultats
- le développement de recommandations pour l'avenir afin d'influencer l'allocation du budget de l'année suivante.

## Facteurs du plaidoyer budgétaire effectif



### **Mozambique: Obtenir davantage la présence d'enseignants**

Une expansion rapide du système d'éducation primaire suite à la guerre civile a assuré l'accès à l'éducation primaire pour beaucoup d'enfants. Les classes pléthoriques représentent un défi majeur associé à une expansion aussi rapide. Il y a besoin urgent de réduire l'effectif des classes à un niveau gérable.

La recherche conduite par ActionAid Mozambique a montré comment les limites imposées par le FMI sur la masse salariale de la fonction publique ont été un obstacle clef au recrutement des enseignants requis d'urgence. La société civile a travaillé avec des sources internes de financement pour développer un message de plaidoyer sur le besoin d'avoir davantage d'enseignants. Le message a été porté au Ministère des Finances et au FMI, et a rencontré des succès. Le FMI s'est mis d'accord d'augmenter le plafond des salaires, et 9 000 nouveaux enseignants ont été recrutés.

Adapté de CEF (2008) Rendre la Société Civile responsable concernant l'éducation

## **Dissémination**

Un élément primordial du plaidoyer est la bonne dissémination. Une fois que vous aurez développé un message sur le budget que vous souhaitez promouvoir, il y a plusieurs formes que votre stratégie de dissémination pourra prendre :

- Réunions privées avec des acteurs puissants
- Réunions pour encourager le débat et les discussions
- Audiences avec des membres du parlement

- Séminaires, ateliers, et conférences pour le partage d'informations avec d'autres acteurs
- Des marches, pétitions, et autres formes de contestation non violente
- Briefing des médias
- Campagnes de conscientisation publique.

Il y a plusieurs facteurs clés à la dissémination effective :

- L'approche devrait être au moment opportune, prenant en compte le moment de la tenue de réunions importantes, et de la prise de décisions majeures, afin d'avoir l'impact maximal.
- Le format des documents devrait être accessible, se servant de graphiques faciles à suivre, et utilisant un langage simple.

Les messages doivent utiliser une variété de formats pour atteindre une variété de populations cibles – par exemple, des pamphlets, brochures, guides faciles à lire, des articles de journaux ou de revues, des livres, articles académiques, ou des rapports formels.

En partageant les résultats, développant une stratégie de plaidoyer et en disséminant votre message de façon élargie, il sera possible d'avoir un impact positif sur les décisions budgétaires.

# Termes clefs du budget

**L'équilibre, déficit et surplus du budget:** Un budget équilibré est constaté lorsque les recettes totales d'un gouvernement sont égales au total de ses dépenses pour une année fiscale donnée. Si le budget n'est pas équilibré, il est soit en déficit, soit en surplus. Un déficit budgétaire se réfère à la balance négative entre les dépenses et les recettes budgétaires – c'est-à-dire lorsque le gouvernement dépense plus d'argent qu'il ne possède effectivement. Un surplus budgétaire se réfère à une balance positive entre les dépenses et les recettes du budget – c'est-à-dire lorsque le gouvernement dispose de davantage de fonds qu'il n'en a besoin pour dépenser.

**Apports budgétaires:** L'allocation d'argent à une utilisation spécifique dans le budget. Cet argent est dépensé à la fourniture de services spécifiques – par exemple l'appui à l'infrastructure des écoles.

**Effets budgétaires:** L'impact sur la société ou l'économie plus large des allocations budgétaires d'un programme ou secteur spécifique. Par exemple, l'objectif final d'un programme de nutrition scolaire serait d'améliorer la situation nutritionnelle des enfants, et donc leur capacité d'apprendre à l'école. Donc, l'effet du budget serait des changements dans la situation nutritionnelle des enfants et leur capacité d'apprendre.

**Résultats budgétaires:** Services publics fournis par un gouvernement à travers des apports budgétaires. Un exemple serait le nombre d'enfants recevant du matériel didactique et d'apprentissage au cours de l'année civile ou fiscale.

**Les coûts d'immobilisation:** Une dépense sur un avoir qui dure plus d'une année est classée comme une dépense d'immobilisation. Ceci comprend des équipements, des terrains, des bâtiments et des frais de justice et autres frais de transferts associés aux immobilisations. Pour des projets d'immobilisation (par exemple, la construction d'écoles) tous les frais associés sont considérés comme des dépenses d'immobilisation.

**L'indice de prix à la consommation (IPC):** ceci reflète le prix d'un panier représentatif de biens et de services de consommation. L'indice mesure l'impact de l'inflation pour le consommateur moyen.

**Dépenses courantes:** Des dépenses récurrentes sur les biens et services sans un caractère de paiement de transferts ou de biens immobiliers. Elles comprennent des salaires, loyers, matériels de bureau, frais de fonctionnement du gouvernement, des industries et de services, des intérêts et les frais d'entretien du capital.

**Dettes:** La dette privée se réfère à des sommes qui doivent être remboursées par des individus et sociétés. Normalement, des intérêts sont payables sur une dette privée. La dette nationale est l'argent que l'Etat doit dans sa capacité d'entité morale.

**Frais de service de dette:** Les intérêts payables sur la dette. Ceci exclut le remboursement du montant d'argent qui a été emprunté au départ.

**Déficit:** Ceci est une mesure du point auquel le gouvernement a dû emprunter de l'argent.

**Déflateur:** Un outil statistique utilisé pour convertir la monnaie actuelle en monnaie ajustée pour tenir compte de l'inflation, afin de comparer les prix dans le temps, après avoir calculé et exclu les effets généraux de l'inflation.

**Impôts directs:** Des charges aux revenus imposables d'individus et de personnes morales.

**Croissance économique:** La croissance économique se réfère à la croissance de la quantité de biens et de services dans un pays. La croissance économique est mesurable par les changements du Produit Intérieur Brut.

**Dépenses:** Les dépenses Gouvernementales, ou le total de l'argent dépensé.

**Politique budgétaire:** Se réfère aux efforts par le gouvernement de stimuler l'économie directement, à travers des dépenses.

**Année fiscale:** Les 12 mois sur lesquels les budgets gouvernementaux sont basés. Dans certains pays, l'année fiscale compte plus de 12 mois.

**Produit Intérieur Brut (PIB):** La valeur totale finale des biens et services produits dans un pays pendant une année civile. Le PIB par habitant est la mesure globale la plus simple de revenus dans un pays. La croissance économique est mesurée par le changement du PIB d'une année à l'autre.

**Produit National Brut (PNB):** Le PIB plus le total des revenus nets provenant de l'étranger.

**Inflation:** Le taux d'augmentation de prix.

**Taux d'intérêt:** Le coût d'emprunter des fonds. Le taux d'intérêt est un pourcentage d'un prêt que le prêteur facture à l'emprunteur jusqu'à ce que la dette soit remboursée.

**Politique Macroéconomique:** Une politique générale gouvernementale pour assurer la stabilité économique. Elle comprend la politique monétaire et budgétaire aussi bien que les priorités du gouvernement en allouant les ressources.

**Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT):** Les plans de recettes et dépenses de gouvernements nationaux et d'états ou régions sur une période de trois ans. Chaque année la législature vote les projections de la première année. Les deux années extrêmes sont retenues comme la base pour la planification future, tandis qu'une nouvelle troisième année est rajoutée.

**Politique monétaire:** La régulation par une banque centrale de la masse monétaire et des taux d'intérêt afin de contrôler et de stabiliser la monnaie. En régulant la valeur de la monnaie, la banque centrale peut influencer la quantité d'argent dépensée par les consommateurs et les affaires.

**Termes nominaux:** La valeur monétaire réelle en termes de son pouvoir d'achat aux prix actuels. Les termes nominaux ne prennent pas en compte les effets de l'inflation sur la valeur réelle de l'argent. Les budgets gouvernementaux sont exprimés en termes nominaux et ne rajustement pas les totaux pour l'inflation.

**Termes réels:** Valeur mesurée en termes du pouvoir d'achat de l'argent à un moment donné. Par exemple, le PIB peut être mesuré en prix constants de 2006, en prenant en compte l'effet de l'inflation.

**Revenu:** Le revenu annuel du gouvernement collecté à travers les impôts sur les salaires, les bénéfices, etc.

# Ressources pratiques

CAFOD, Christian Aid and Trocaire (2005) *Monitoring Government Policies: A toolkit for civil society organisations in Africa*  
<http://www.cafod.org.uk/policy-papers/governance>

CEF (2008) *Civil Society Engagement in Education Budgets: A report documenting Commonwealth Education Fund experience*, London: Commonwealth Education Fund

CEF (2008) *Empowering Civil Society on Education: Commonwealth Education Fund Achievements*, London: Commonwealth Education Fund

CEF (2008) *Making the Budget Work for Education: Experiences, achievements and lessons from civil society budget work*, London: Commonwealth Education Fund

Friedman, J (2006) *A Guide to Tax Work for NGOs*, Washington DC: International Budget Project  
Fundar, International Budget Project and International Human Rights Internship Program

(2004) *Dignity Counts: A guide to using budget analysis to advance human rights*  
[http://www.iie.org/IHRIP/Dignity\\_Counts.pdf](http://www.iie.org/IHRIP/Dignity_Counts.pdf)

Global Campaign for Education and Action Aid (2007) *Education Rights: A guide for practitioners and activists*, Johannesburg: Global Campaign for Education

International Budget Project (2001) *A Guide to Budget Work for NGOs*, Washington DC: International Budget Project

Lindelow, M (2002) *Holding Governments to Account: Public Expenditure Analysis for Advocacy*, London: Save the Children

Oxfam/TENMET (2003) *A Simple Guide to Working with Finances and Education*, Dar Es Salaam: Oxfam

Ramkumar, V (2008) *Our Money, Our Responsibility: A citizen's guide to monitoring government expenditures*, Washington DC: International Budget Project

Streak, J (2003) *Monitoring government budgets to advance child rights: a guide for NGOs*, Cape Town: Idasa

Verwey, L and Claassens, M (2005) *Introduction to Applied Budget Analysis: Training manual*, Cape Town: Idasa

## Websites

Commonwealth Education Fund: <http://www.commonwealtheducationfund.org>

IMF: <http://www.imf.org>

Institute for Democracy in South Africa (IDASA): <http://www.idasa.org>

The International Budget Project: <http://www.internationalbudget.org/>

## Solutions aux calculs budgétaires

### Calculation One

#### Exercice 1-3

	A	B	C	D	E	F	G
1		2004/05	2005/06	2006/07	2007/08	2008/09	Taux moyen de croissance à moyen terme 2006/07 - 2008/09
2	Nominal (Education)	162	248	348	433	487	
3	Valeur réelle (Education)	172	248	331	395	427	
4	Taux de Croissance Réelle (%)		44	33	19	8	20
5	Total*	292	468	737	953	1062	
6	Total réel *	309	468	702	870	930	
	<i>Déflateur</i>	<i>0.943</i>	<i>1</i>	<i>1.05</i>	<i>1.09515</i>	<i>1.141146</i>	

\*Se réfère au total des dépenses sur les secteurs prioritaires

#### Exercice 2

Les dépenses sur l'éducation sont en augmentation

#### Exercice 3

Le taux moyen de croissance à moyen terme pour les dépenses sur l'éducation ont été de 20%

#### Exercice 4

La part du budget total:  
 2004/05 = 56% 2005/06 = 53%  
 2006/07 = 47% 2007/08 = 45%  
 2008/09 = 46%

#### Exercice 5

En 2004/05 56% du budget a été affecté à l'éducation. En 2008/09 46% du budget a été affecté à l'éducation.

Le gouvernement est donc en train de donner moins de priorité à l'éducation, mais le secteur d'éducation reçoit toujours la part la plus importante des dépenses parmi les secteurs.

#### Deuxième Calcul

##### Solutions à Q1-8

**Q1.** Secteur ayant la plus grande allocation en 2008, 2009 et 2010 = Sécurité sociale  
 Secteur ayant le moins d'allocation en 2008, 2009 et 2010 = Energie

#### Q2. Secteur ayant des allocations

grandissantes =  
 exemple, Santé, Impôts et Douanes, etc.  
 Secteur à l'allocation décroissante =  
 Exemple: Défense

#### Q3. Secteur à la part prioritaire des dépenses gouvernementales = Sécurité Sociale

#### Q4. Dépenses réelles sur l'éducation = 51 (2008), 60 (2009), 58 (2010)

#### Q5. Croissance moyenne réelle de la part de l'éducation du budget = 10%

#### Q6. Province ayant la part la plus importante des dépenses de l'éducation = Province 2. Sa part = 47%

#### Q7. Dépenses par habitant:

Province 1 = 300 (Dépenses les plus élevées par habitant)  
 Province 2 = 100 Province 3 = 50  
 Province 4 = 250 Province 5 = 10  
 Province 6 = 150

**Q8.** Messages de plaidoyer (par exemple) =  
 – Les dépenses sur l'éducation (en termes réels) étaient en diminution entre 2009 et 2010  
 – Les dépenses par habitant sur les différentes provinces ne sont pas équitables.